SEANCES DU MARDI 22 JUILLET 1980
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 22 JULI 1980ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2320.

QUESTION ORALE URGENTE DE M. DALEM AU MINISTRE
DE L'INTERIEUR ET DES REFORMES INSTITUTION-
NELLES:*Orateurs*: M. Dalem, M. Ph. Moureaux, ministre de l'Intérieur et
des Réformes institutionnelles, p. 2330.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

Discussion et vote des articles (suite):

A l'article 5, I: *Orateurs*: MM. de Wasseige, le chevalier
de Stexhe, M. Califice, ministre de la Santé publique et
de l'Environnement, M. S. Moureaux, p. 2330.A l'article 5, II: *Orateurs*: M. de Wasseige, M. Califice,
ministre de la Santé publique et de l'Environnement,
MM. De Bondt, le chevalier de Stexhe, Mme Pétry,
MM. Vandezande, Bataille, S. Moureaux, M. Ph.
Moureaux, ministre de l'Intérieur et des Réformes insti-
tutionnelles, MM. Van Ooteghem, Gijs, Van der Elst,
Wyninckx, André, Lallemand, Pede, M. Vanderpoor-
ten, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et
des Réformes institutionnelles, p. 2334.A l'article 5, § 3: *Orateurs*: MM. S. Moureaux, le cheva-
lier de Stexhe, De Bondt, Lagasse, Jorissen, p. 2347.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1979-1980
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1979-1980

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2330.

DRINGENDE MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DALEM
AAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN IN-
STITUTIONELE HERVORMINGEN:*Sprekers*: de heer Dalem, de heer Ph. Moureaux, minister
van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen,
blz. 2330.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Beraadslaging en stemming over de artikelen (voortzetting):

Bij artikel 5, I: *Sprekers*: de heren de Wasseige, ridder de
Stexhe, de heer Califice, minister van Volksgezondheid
en Leefmilieu, de heer S. Moureaux, blz. 2330.Bij artikel 5, II: *Sprekers*: de heer de Wasseige, de heer
Califice, minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,
de heren De Bondt, ridder de Stexhe, Mevr. Pétry, de
heren Vandezande, Bataille, S. Moureaux, de heer Ph.
Moureaux, minister van Binnenlandse Zaken en Insti-
tutionele Hervormingen, de heren Van Ooteghem, Gijs,
Van der Elst, Wyninckx, André, Lallemand, Pede, de
heer Vanderpoorten, Vice-Eerste minister en minister
van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 2334.Bij artikel 5, § 3: *Sprekers*: de heren S. Moureaux, ridder
de Stexhe, De Bondt, Lagasse, Jorissen, blz. 2347.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. De Seranno et Bogaerts, secrétaires, prennent place au bureau.
De heren De Seranno en Bogaerts, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Lindemans et Geens demandent un congé pour raison de santé.

Vragen verlof: de heren Lindemans en Geens, wegens gezondheidsredenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

M. Lavens, en mission à l'étranger, demande d'excuser son absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Lavens, met opdracht in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

QUESTION ORALE URGENTE DE M. DALEM AU MINISTRE DE L'INTERIEUR

DRINGENDE MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DALEM TOT DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

M. le Président. — M. Dalem désire poser une question urgente au ministre de l'Intérieur qui a accepté d'y répondre.

La parole est à M. Dalem.

M. Dalem. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, les conditions atmosphériques particulièrement défavorables des derniers jours ont été la cause directe d'inondations d'un caractère exceptionnel.

Les dégâts s'élèvent à des montants extrêmement importants, difficilement estimables, et touchent des dizaines de milliers de nos compatriotes.

Les opérations de sauvetage ont permis d'apprécier l'action efficace des pompiers et de la protection civile, ainsi que l'admirable entraide des sinistrés et de leur entourage.

En raison du caractère exceptionnel et particulièrement grave du sinistre, Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer si le Fonds des Calamités pourrait intervenir dans des délais assez rapprochés. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Philippe Moureaux, ministre.

M. Ph. Moureaux, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les calamités intervenues ces derniers jours sont particulièrement graves. Les services locaux d'incendie et de la Protection civile sont intervenus immédiatement, dans des conditions souvent très difficiles. La Protection civile a fonctionné sans discontinuer ces dernières heures, ce qui explique d'ailleurs son absence lors du défilé le 21 juillet. J'ai suivi avec mes collaborateurs l'évolution de la situation d'heure en heure.

Grâce à une excellente collaboration entre mon département et ceux des Travaux publics, de la Défense nationale, de la Santé publique et des Communications, le maximum a pu être fait pour venir en aide aux sinistrés.

Je me rendrai sur place à l'heure du déjeuner, à la fois pour m'assurer de la bonne suite des opérations et pour féliciter la Protection civile de son dévouement.

Le cabinet de crise a décidé, hier, que l'intervention urgente du Fonds des Calamités serait demandée, dans le cadre des dispositions légales. J'y veillerai personnellement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

PROJET DE LOI SPECIALE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

Reprise de la discussion et du vote des articles

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

Hervatting van de beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous reprenons l'examen des articles de la loi spéciale de réformes institutionnelles. Nous en étions restés à l'examen de l'article cinq.

En fin de séance, dimanche, nous avons entendu la proposition faite par M. André d'examiner la possibilité de regrouper certains amendements ayant le même objet. Il s'agit d'un problème très délicat étant donné que selon l'opposition chaque amendement a sa raison d'être. Il me paraît donc très délicat de les regrouper.

Je voudrais néanmoins attirer l'attention de l'assemblée, et plus particulièrement de l'opposition, sur le fait que lorsque des amendements ont le même objet ou un objet similaire il n'est pas utile d'y consacrer deux interventions prenant un quart d'heure chacune. L'examen des cinq amendements relativement identiques que nous allons examiner demanderait plus d'une heure et demie avant de pouvoir passer au vote.

A cet égard, l'opposition doit admettre qu'il est quelque peu fastidieux d'entendre, trop souvent, répéter les mêmes arguments. Si je comprends parfaitement qu'elle dépose des amendements, je lui demanderai cependant de ne pas abuser du temps de l'assemblée en les commentant trop longuement. C'est tout ce que je voulais dire. Nous reprenons donc l'examen de l'article cinq.

MM. de Wasseige et Serge Moureaux présentent le second amendement subsidiaire que voici :

Au § 1^{er}, I, 1^{er}, de cet article, supprimer les mots « a) de la législation organique ».

In § 1, I, 1^{er}, van dit artikel, de woorden « a) de organieke wetgeving » te doen vervallen.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous avons, en effet, déposé de nombreux amendements à cet article cinq et le président vient d'en rappeler une des raisons. Il en est une autre: en effet, un premier texte nous avait été soumis et, suite aux travaux de commission, un amendement du gouvernement a été déposé, modifiant complètement la structure de cet article et rendant plus difficile sa discussion, ce qui justifie le dépôt de nos amendements.

Nous avons déjà eu l'occasion, au cours de la discussion générale relative à cet article ainsi que de celle concernant les premiers amendements, de constater combien il était difficile de voir les nuances, pourtant importantes, qui existent entre le texte initial et le nouveau texte qui nous est soumis.

Nous examinons actuellement les matières relevant de la politique de dispensation de soins à l'intérieur et au dehors des institutions de soins, à l'exclusion d'une série d'exceptions. Notre amendement porte sur le a).

L'exception, dans le texte qui nous est soumis, concerne la législation organique. Or, dans le texte initial du gouvernement, elle ne figurait pas, si bien qu'en l'introduisant maintenant, on réduit, de manière considérable, la compétence des communautés dans cette matière, puisque la législation organique leur échappe désormais.

On peut d'autre part se demander ce que veulent dire les mots: « législation organique », termes très larges qui peuvent à notre avis être une source de conflits de compétences.

C'est la raison pour laquelle, nous proposons, dans un amendement, de les supprimer. Je défendrai également l'amendement subsidiaire afin de gagner du temps et de répondre ainsi au souhait du président.

Si vous n'acceptez pas la suppression, nous souhaitons que l'exception ne porte pas sur l'ensemble de la législation organique, notion beaucoup trop large car les communautés se verraient ainsi privées de toute compétence en matière de soins de santé.

Je vous propose dès lors de mentionner au a): « Les grands axes de la politique des hôpitaux », ce qui me paraît plus conforme à l'esprit qui a présidé au transfert de ce type de compétences vers les communautés. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — J'admets que M. de Wasseige veuille modifier le texte initial du gouvernement dans un souci de clarification et de bonne légistique, mais s'il est exact que la référence à la loi organique ne figurait pas dans le texte de la loi elle-même, elle figurait expressément, contrairement à ce qu'affirme M. de Wasseige, dans l'exposé des motifs où l'on disait: « En ce qui concerne les hôpitaux, conformément à la loi du 23 août 1963... »

Plutôt que d'employer l'expression assez vague « grands axes de la politique des hôpitaux », nous avons trouvé préférable, et légistiquement plus valable, de préciser que ces grands axes sont actuellement déterminés dans la loi organique, loi qui peut être modifiée et pourrait l'être, d'ailleurs nous l'avons vu, à l'occasion de la concertation qui sera nécessaire à Bruxelles.

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je confirme l'interprétation de M. de Stexhe, qui correspond à ce que j'ai indiqué dans mon exposé général.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le second amendement subsidiaire de MM. de Wasseige et Serge Moureaux.

Wij gaan over tot de stemming over het tweede subsidiair amendement van de heren de Wasseige en Serge Moureaux.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

134 membres sont présents.

134 leden zijn aanwezig.

126 votent non.

126 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Dulac, Egelmeers, Féaux, Féris, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lecoq, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, M. M. Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleyesen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Bonmariage, de Wasseige, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Jorissen, Van der Elst et Vandezande.

De Voorzitter. — Ik verzoek de heer Jorissen de reden van zijn onthouding mede te delen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mij onthouden omdat ik veertien dagen geleden een afspraak heb gemaakt met minister Lavens voor vandaag. Ik heb de toelating van mijn fractie om mij te onthouden tegen de regel in voor dit debat.

M. le Président. — MM. de Wasseige et Serge Moureaux présentent le troisième amendement subsidiaire que voici:

Au § 1^{er}, I, 1^{er}, de cet article, supprimer les mots « a) la législation organique » et les remplacer par le texte suivant:

« a) des grands axes de la politique des hôpitaux; »

In § 1, I, 1^{er}, van dit artikel, de woorden « a) de organieke wetgeving » te doen vervallen en te vervangen door:

« a) de krachtlijnen van het ziekenhuisbeleid; »

M. de Wasseige a déjà défendu cet amendement. Nous pouvons donc procéder immédiatement au vote.

Nous passons au vote sur le troisième amendement subsidiaire de MM. de Wasseige et S. Moureaux.

Wij gaan over tot de stemming over het derde subsidiair amendement van de heren de Wasseige en S. Moureaux.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

135 membres sont présents.

135 leden zijn aanwezig.

128 votent non.

128 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen,

MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, Egelmeers, Féaux, Férir, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Van der Elst, Vanderpoorten, Vandezande, Vangeel, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bonmariage, de Wasseige, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck et Jorissen.

M. le Président. — MM. de Wasseige et Serge Moureaux présentent le quatrième amendement subsidiaire que voici :

Au § 1^{er}, I, 1^{er}, de cet article, remplacer le point *b*) par le texte suivant :

« *b*) les règles de financement de l'exploitation, y compris la fixation du prix de la journée d'entretien; ».

In § 1, I, 1^{er}, van dit artikel, punt *b*) te vervangen als volgt :

« *b*) de regels inzake financiering van de exploitatie, met inbegrip van de vaststelling van de prijs van de verpleegdag; ».

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, chers collègues, une fois de plus, nous nous trouvons devant un texte qui, s'il gagne en précision, accroît l'ampleur de l'exception : d'une manière ou d'une autre, il réduit les pouvoirs et les compétences des communautés.

En effet, le texte antérieur comprenait les règles de financement, y compris la fixation de la journée d'entretien. Il s'agit à présent de la totalité du financement de l'exploitation. Il semble qu'il y ait une différence — puisqu'on a cru bon de modifier le texte — qui, à nos yeux, va dans le sens d'une réduction des compétences des communautés. Dans la justification de l'amendement gouvernemental, on ne trouve pas d'explication précise quant au passage de l'un à l'autre. On ne trouve surtout pas la différence en termes de compétences accordées aux régions.

Il conviendrait de revenir au texte initial déjà fort restrictif en lui-même. Comment, en effet, poursuivre une politique de dispensation de soins, dans ou en dehors d'institutions, si les règles de financement de cette exploitation et la fixation de la journée d'entretien échappent à la compétence des communautés? Ce sera pis encore lorsque la totalité du financement de l'exploitation et de tout ce qui s'y rapporte seront exclus des compétences régionales.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le quatrième amendement subsidiaire de MM. de Wasseige et Serge Moureaux.

Wij gaan over tot de stemming over het vierde subsidiair amendement van de heren de Wasseige en Serge Moureaux.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

139 membres sont présents.

139 leden zijn aanwezig.

130 votent non.

130 stemmen neen.

4 votent oui.

4 stemment ja.

5 s'abstiennent.

5 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. de Wasseige, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — MM. Serge Moureaux, Bonmariage et de Wasseige présentent le cinquième amendement subsidiaire que voici :

Compléter le § 1^{er}, I, 1^{er}, de cet article par ce qui suit :

« Cette compétence comprend, en ce qui concerne les institutions et services pour la dispensation de soins en dehors du milieu hospitalier :

a) Les services pour les soins à domicile;

b) Les maisons de repos pour personnes âgées;

c) Les services de santé mentale. »

§ 1, I, 1^{er}, van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Deze bevoegdheid omvat, wat betreft de instellingen en diensten voor extramurale zorg :

a) De diensten voor thuisverzorging;

b) De rustoorden voor bejaarden;

c) De diensten voor geestelijke gezondheid. »

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, nous proposons de compléter le chapitre 1^{er}, I, 1^{er}, en ce qui concerne les institutions et services pour la dispensation de soins en dehors du milieu hospitalier, en indiquant que cette compétence comporte les services pour les soins à domicile, les maisons de repos pour personnes âgées et les services de santé mentale.

Il s'agit, en fait, de bien préciser le contenu de la compétence du 1^{er} en incorporant dans le texte même du projet ce qui figurait initialement à l'exposé des motifs, ce qui, comme semblait l'indiquer M. de Stexhe il y a un instant, est une bonne méthode légistique.

On vient de nous expliquer que, notamment en ce qui concerne la législation organique, l'amendement du gouvernement avait pour but, en définissant les exceptions, d'éviter toute erreur d'interprétation. Cela concernait, bien entendu, les exceptions à la compétence des communautés.

Quant à nous, nous proposons d'indiquer, non pas les exceptions, mais les compétences elles-mêmes qui figuraient dans l'exposé des motifs.

Ce n'est évidemment pas par hasard, car nous croyons que le fait d'incorporer systématiquement, et de façon très détaillée, les exceptions, en évitant d'inclure de manière précise dans le texte le contenu même de la compétence, indique à souhait que la dernière mouture des textes du gouvernement est en recul sur le plan de la communautarisation et qu'on en revient à une conception plus unitariste. Cela me paraît évident.

C'est la raison pour laquelle nous proposons de clarifier la situation en ce qui concerne les soins de santé à l'extérieur du milieu hospitalier en incorporant les indications que je viens de rappeler.

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je ferai à M. Serge Moureaux la même réponse qu'il a déjà reçue lorsqu'il a proposé la même énumération de compétences en matière de politique de dispensation de soins en hôpital. Il s'agit ici, de la dispensation de soins en dehors du milieu hospitalier.

Je lui rappelle que nous proposons de transférer un bloc de compétence, sauf les exceptions. Par conséquent, l'inscription de certaines compétences citées à titre exemplatif serait limitative et l'objectif de M. Moureaux ne serait pas atteint.

Je demande donc, Monsieur le Président, le rejet de cet amendement.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le cinquième amendement subsidiaire de MM. Serge Moureaux, Bonmariage et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het vijfde subsidiair amendement van de heren Serge Moureaux, Bonmariage en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

140 membres sont présents.

140 leden zijn aanwezig.

130 votent non.

130 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

5 s'abstiennent.

5 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Férier, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spietaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleyesen, Vernimmen, Walt Niel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bonmariage, de Wasseige, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — MM. Serge Moureaux, Bonmariage et de Wasseige présentent l'amendement subsidiaire B que voici :

B. Compléter le § 1^{er}, I, 2^e, de cet article par ce qui suit :

« Cette compétence comprend, en ce qui concerne les activités et services de la médecine préventive :

a) L'information et l'éducation sanitaire;

b) L'organisation de la médecine préventive concernant :

— La protection sanitaire, en particulier la protection de la mère et de l'enfant;

— L'inspection médicale scolaire;

— Le contrôle médico-sportif;

— L'amélioration de l'état sanitaire de la population;

— Le contrôle de la médecine du travail ».

B. § 1, I, 2^e, van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Deze bevoegdheid omvat, wat betreft de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg :

a) De gezondheidsvoorlichting en -opvoeding;

b) De organisatie van de preventieve geneeskunde betreffende :

— De bescherming van de gezondheid, inzonderheid de kinder- en moederschapsbescherming;

— Het medisch schooltoezicht;

— De medische sportcontrole;

— De verbetering van de gezondheidstoestand van de bevolking;

— De arbeidsgeneeskundige controle. »

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, je serai extrêmement bref, étant donné que le problème ici posé est le même que celui dont nous traitons à l'amendement précédent.

L'argument du ministre me paraît inadéquat. En effet, il est bien évident que notre énonciation n'est pas davantage limitative que celle de l'exposé des motifs; nous nous bornons à souhaiter qu'on précise dans le texte même de la loi ce que le gouvernement désire énoncer uniquement dans l'exposé des motifs et les justifications d'amendements.

Nous répétons que, compte tenu de l'attribution au pouvoir national des pouvoirs résiduels, la technique législative suivie par le gouvernement est inadéquate.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire B de MM. Serge Moureaux, Bonmariage et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het subsidiair amendement B van de heren Serge Moureaux, Bonmariage en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

140 membres sont présents.

140 leden zijn aanwezig.

130 votent non.

130 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

5 s'abstiennent.

5 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Férier, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spietaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Van-

gronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleyen, Vernimmen, Walt Niel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bonmariage, de Wasseige, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur le I du § 1^{er} de l'article 5.

Wij gaan nu over tot de stemming over I van § 1 van artikel 5.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

127 votent oui.

127 stemmen ja.

7 votent non.

7 stemmen neen.

7 s'abstiennent.

7 onthouden zich.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Delecock, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thuus, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Tous-saint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangael, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleyen, Vernimmen, Walt Niel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Bonmariage, De Meyer, de Wasseige, Lagasse, Moureaux, Pouillet et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Noël de Burlin, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. Le I du § 1^{er} de l'article 5 est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. I van § 1 van artikel 5 is dus aangenomen.

M. Noël de Burlin est prié de faire connaître les motifs de son abstention.

M. Noël de Burlin. — Monsieur le Président, je me suis abstenu au vote de l'article 59bis lorsqu'il a été révisé par notre assemblée.

Les motifs de mon abstention restent valables au moment où je suis appelé à me prononcer sur l'article 5 du projet de loi spéciale qui énonce les matières personnalisables prévues par l'article 59bis.

Je reste logique avec moi-même et, en conséquence, je m'abstiens sur le vote de cet article dont la rédaction ne m'apporte pas davantage les apaisements souhaités quant au traitement équitable et cohérent à l'avenir de l'ensemble des Bruxellois.

M. le Président. — Nous abordons la discussion du point II et des amendements qui s'y rapportent.

MM. de Wasseige, Bertrand, Cerf et Neuray présentent l'amendement que voici :

A cet article supprimer le point II du § 1^{er} et l'inscrire à l'article 6, § 1^{er}, XII (nouveau).

In dit artikel te doen vervallen § 1, II, en deze bepalingen over te brengen naar artikel 6, § 1, XII (nieuw).

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, cet amendement propose de renvoyer le point II du paragraphe 1^{er}, visant les matières dites personnalisables et dépendant de la communauté, à l'article 6, c'est-à-dire à la compétence des régions.

La différence est évidente, on le comprend aisément. Nous en avons d'ailleurs déjà donné la justification lors de la défense de notre amendement sur le point I du même paragraphe.

S'il est vrai que les bénéficiaires peuvent être aisément, par la force des choses, « personnalisés », les institutions par lesquelles passe l'aide aux personnes sont, en fait, régionales et dépendent le plus souvent de pouvoirs communaux; c'est le cas des CPAS et des institutions organisées par eux. Celles-ci ont une implantation régionale et, dès lors, leur tutelle est également régionalisée. Un certain nombre de conflits inévitables sont donc à craindre.

Il nous paraît préférable de renvoyer l'ensemble de ces matières à la compétence des régions, afin de permettre, d'une part, une politique régionale cohérente tant sur le plan économique que sur le plan social et, d'autre part, une gestion correcte, sans interférence des pouvoirs et sans risques de conflits de compétences. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je me réfère à la réponse que mon collègue Vanderpoorten a donnée lorsque M. de Wasseige a défendu le même amendement visant à transférer le point I vers l'article 6.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, uit de tekst van II, 1^{er}, en uit de werken die ik heb geraadpleegd, meen ik te moeten begrijpen dat met de uitdrukking « met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen », het gezinsbeleid in zijn totaliteit wordt bedoeld, en wat in feite het gezinsbeleid onder meer kan zijn en niet de uitputting van het begrip « gezinsbeleid ».

Indien deze versie een goed begrip van de tekst weergeeft, mag ik besluiten, hierbij verwijzend naar de tekst van de regeringsverklaring, dat een aangepaste regeling zal worden gevonden om de ouders van kinderen die, om sociale redenen, in een internaat worden geplaatst, bij te staan.

In mijn begrip van II, 1^{er}, is dat een bevoegdheid die, via deze uitdrukking, zal toekomen aan de gemeenschappen.

M. le Président. — La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, l'observation faite par M. De Bondt l'avait été par moi-même en commission. Nous trouvons la relation de ce débat à la page 135 du rapport.

J'avais bien précisé que la politique familiale était la politique d'assistance, essentiellement, aux familles et aux enfants, etc. ...

Mme Pétry. — Pas d'assistance !

M. le chevalier de Stexhe. — ... et qu'il ne fallait pas, par le biais d'une conception trop générale ou des pouvoirs implicites, permettre une modification de la loi nationale, par exemple sur la filiation, l'adoption, la police des étrangers.

Un accord de fait intervient en commission pour que le gouvernement nous fasse, à l'occasion de la discussion de l'article 10 visant les pouvoirs implicites, une déclaration précisant que la notion de politique familiale vise essentiellement l'assistance aux familles.

Une énumération extrêmement complète figure dans le rapport; elle a d'ailleurs été reprise dans un amendement de M. Serge

Moureaux et consorts, que nous examinerons sans doute dans quelques instants, reprenant l'exposé des motifs du gouvernement précédent. Cette énumération comprend notamment l'aide et l'assistance matérielle, sociale, psychologique, morale, éducative aux enfants ainsi que l'aide morale et sociale à la famille.

Ce texte ne peut évidemment pas être limitatif puisque c'est essentiellement l'assistance aux familles et aux enfants qui est visée. Mais il ne s'agit pas, par ce biais, « d'abuser » de la notion de pouvoirs implicites.

Le gouvernement nous annonce une déclaration sur ce point précis. Il me paraît dès lors opportun d'attendre celle-ci pour approfondir plus avant la question.

M. De Bondt ayant abordé ce problème, je tenais à souligner qu'il avait été évoqué en commission. Le rapport est complet et précis à cet égard.

M. le Président. — Je veux bien comprendre l'intervention de M. De Bondt, ainsi que la gentillesse mise par M. de Stexhe à lui répondre. Nous discutons toutefois ici d'un amendement; il ne s'agit plus de la discussion générale.

La parole est à Mme Pétry, rapporteur.

Mme Pétry, rapporteur. — Il est exact, Monsieur le Président, qu'il ne convient pas de recommencer la discussion générale.

Cependant, en tant que rapporteur et membre du groupe socialiste, je ne puis laisser passer sans répondre l'interprétation donnée par M. de Stexhe.

Celui-ci est en effet obnubilé, passez-moi le mot, par le fait qu'une politique familiale reviendrait à permettre l'avortement.

Tous ceux qui connaissent les problèmes que contient une politique familiale, savent que celle-ci ne se limite pas à une notion restrictive d'aide et d'assistance. C'est, au contraire, une dynamique, sans pour autant parler d'avortement; celui-ci ne plaît pas à M. de Stexhe ni à d'autres, mais n'a rien à voir ici. (*Applaudissements sur certains bancs de la majorité.*)

M. De Bondt. — Très bien.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. de Wasseige et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement van de heer de Wasseige c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

138 membres sont présents.

138 leden zijn aanwezig.

127 votent non.

127 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

6 s'abstiennent.

6 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaenssens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Brill, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobbaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenebeele,

Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Van der Elst, Vanderpoorten, Vandezande, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, Verbist, Vergeylen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathelet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Bertrand, Bonmariage de Wasseige, Humblet et Poulet.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. De Rouck, Jorissen, Lahaye, Noël de Burlin, Van Elsen et Van Ooteghem.

De Voorzitter. — Ook de heren Vandezande en Van Ooteghem hebben een amendement ingediend dat luidt:

B. Au § 1^{er}, II, du même article, remplacer le 1^o par le texte suivant:

« La politique familiale et toutes les institutions et formes d'assistance matérielle, sociale, psychologique, morale et éducative aux personnes et aux familles, y compris les services, consultations et informations y relatifs.

Les services et consultations pour femmes enceintes ainsi que les consultations pour nourrissons et enfants en bas âge et toutes les institutions préscolaires. »

B. § 1, II, 1^o, van hetzelfde artikel te vervangen als volgt:

« Het gezinsbeleid en alle instellingen en vormen van materiële, sociale, psychologische, morele en opvoedende bijstand aan personen en gezinnen, met inbegrip van de diensten, de konsultaties en informatie hiertoe strekkende.

De voorzieningen en konsultaties bij zwangerschap evenals de konsultaties voor zuigelingen en peuters en alle voorschoolse instellingen. »

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, wij zijn van oordeel dat de door de regering voorgestelde tekst moet worden uitgebreid, omdat hij te beperkt is. Hij heeft alleen maar betrekking op de vorm van de activiteiten die worden ontplooid voor gezinnen en kinderen.

Wij hebben ons geïnspireerd aan de memorie van toelichting bij het oorspronkelijk ontwerp, maar hebben daarbij ook de instellingen gevoegd die zich bezighouden met de materiële, sociale, psychologische, morele en opvoedende bijstand aan personen en gezinnen. Dat is trouwens een begrip dat wij terugvonden in de memorie van toelichting. Daarbij komen nog de diensten voor consultaties en de ertoe strekkende informatie.

Met ons amendement wordt niet alleen de vorm van de activiteiten vastgelegd maar ook de mogelijkheid tot oprichten van instellingen.

Een tweede uitbreiding die wij op het oog hebben met ons amendement zijn de voorzieningen en de consultaties bij zwangerschap evenals de consultaties ten behoeve van peuters bij alle voorschoolse inrichtingen.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, gezien de beperktheid van de door de regering voorgestelde tekst zou men er goed aan doen met niet louter te vermelden datgene wat in de memorie van toelichting staat, maar bovendien een opsomming te geven van de betrokken instellingen. Ik weet dat wij desaanstaande in een slecht schuitje zitten. Ik heb daarop reeds gewezen bij de bespreking van I « Wat het gezondheidsbeleid betreft » van dit artikel 5. Bij die gelegenheid heb ik gezegd dat het voor de Vlamingen om een papierentijger gaat. Met onze andere amendementen op dit artikel willen wij eveneens dit euvel verhelpen.

Het eigenaardige van het geval is dat, waar men nu aan de Vlaamse gemeenschap een bevoegdheid geeft tot ontplooiing van activiteiten in Brussel-Hoofdstad wij over enkele dagen het ontwerp van programmawet zullen bespreken waarin het centralisme veel meer zal worden aangesnoerd. Vandaar dat er een contradictie is. Enerzijds geeft men wat ik een « papierentijger » heb genoemd en anderzijds snoert men de centralistische bevoegdheden ter zake nog aan.

Wij krijgen dus ontwerpen ter goedkeuring voorgelegd waarvan twee bepalingen contradictorisch zijn. Daarom voorzien wij in een uitbreiding, afgezien van de waarborgen voor de Vlamingen te Brussel die nog ontbreken.

De heren en dames van de rechterzijde moeten oordelen of deze tekst hun toelaat in Brussel-Hoofdstad iets te bereiken. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bataille.

M. Bataille. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, je désire obtenir une précision à propos de la politique d'aide sociale.

Selon l'exposé des motifs, elle consiste en l'application des dispositions légales organiques. La notion d'application inclut-elle celle d'exécution? Ou bien les décisions d'exécution relèvent-elles des règles organiques des CPAS qui, elles, restent nationales?

A titre d'exemple, je songe à l'arrêté royal d'exécution de l'article 98 fixant les limites et conditions d'intervention des débiteurs d'aliments, ou encore à l'arrêté royal d'exécution de l'article 105 relatif au fonds spécial d'aide sociale. La politique d'aide sociale inclut-elle l'interprétation de la loi organique par les circulaires et par le biais des questions et réponses parlementaires?

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je répondrai d'abord à M. Vandezande qu'il convient de se référer à l'exposé des motifs pour définir les limitations à la notion de politique familiale, telle qu'elle a été rappelée tout à l'heure.

Quant à M. Bataille, il est intervenu trop tôt. Nous parlons maintenant de la politique familiale; nous reviendrons à la question qu'il a posée lorsque nous aborderons le problème de la politique d'aide sociale.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Vandezande et Van Ooteghem.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement van de heren Vandezande en Van Ooteghem.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

134 votent non.

134 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bertrand, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, Désir, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mme Gillet (Lucienne), MM. Gillet (Roland), Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Humblet, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lepaffe, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Payfa, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. De Rouck, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Jorissen et Lahaye.

M. le Président. — MM. Serge Moureaux et de Wasseige présentent l'amendement que voici :

C. Au § 1^{er}, II, 1^o, de cet article, ajouter *in fine* les mots :

« et notamment pour :

1^o L'aide et l'assistance matérielle, sociale, psychologique, morale et éducative aux enfants, en ce compris la politique d'accueil des enfants, soit que cette aide et cette assistance soient données directement, soit par la voie d'associations et institutions, en ce compris l'Œuvre nationale de l'Enfance;

2^o L'aide morale et sociale à la famille, notamment par l'agrégation et la subsidiarité des services d'aide aux familles, des centres de formation d'aides familiales et des maisons maternelles. »

C. § 1, II, 1^o, van dit artikel aan te vullen als volgt :

« onder meer voor :

1^o De materiële, sociale, psychologische, morele en opvoedende bijstand en hulpverlening aan de kinderen, met inbegrip van het kinderopvangbeleid, hetzij dat deze bijstand en hulpverlening rechtstreeks, hetzij langs verenigingen en instellingen, met inbegrip van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, verstrekt worden;

2^o De morele en sociale hulp aan het gezin, meer bepaald door de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor gezinshulp, aan de opleidingscentra voor gezinshulp en aan de thuizen voor moeders. »

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, je me réfère à mes explications antérieures.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le septième amendement subsidiaire de MM. Serge Moureaux et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het zevende subsidiair amendement van de heren Serge Moureaux en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

142 membres sont présents.

142 leden zijn aanwezig.

129 votent non.

129 stemmen neen.

11 votent oui.

11 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, De Rouck, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Van der Elst, Vanderpoorten, Vandezande, Van Elsen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Delpérée, Désir, de Wasseige, Février, Gillet (Roland), Humblet, Lepaffe, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Jorissen et Lahaye.

De Voorzitter. — De heren Vandezande en Van Ooteghem hebben volgend subsidiair amendement C ingediend :

C. Au § 1^{er}, II, remplacer le 2^o par le texte suivant :

« La politique d'aide sociale, y compris la législation sur les centres publics d'aide sociale. »

C. § 1, II, 2^o, van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de wetgeving op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. »

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren Ministers, geachte collega's, ons amendement strekt ertoe de reglementering inzake de openbare centra voor maatschappelijk welzijn eveneens aan de gemeenschappen toe te vertrouwen. Wat zou er immers aan de gemeenschappen toekomen indien de regeringstekst wordt goedgekeurd, gelet op de ingrijpende beperkingen die in a) en b) van artikel 5, II, 2^o, worden opgesomd? Het komt mij voor dat er niet veel meer zou over blijven. Graag had ik van de minister een antwoord hieromtrent gehoord.

Tenslotte, Mijnheer de Voorzitter, wijs ik erop dat in de derde regel van de tweede alinea van de verantwoording van ons amendement het woord « gewesten » moet worden vervangen door « gemeenschappen ». Het betreft hier een vergissing mijnentwege.

M. le Président. — La parole est au ministre Califice.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, chers collègues, cet amendement vise à transférer aux communautés le pouvoir de modifier la réglementation sur les CPAS. J'ai déjà déclaré à ce sujet, dans ma réponse générale à M. Vandezande, qu'il convenait d'éviter qu'en cette matière des règles différentes puissent être fixées par les communautés. Cela se justifie d'autant plus que la moitié du minimex est à charge du budget national.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire C de MM. Vandezande et Van Ooteghem.

Wij gaan over tot de stemming over het subsidiair amendement C van de heren Vandezande en Van Ooteghem.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

142 membres sont présents.

142 leden zijn aanwezig.

126 votent non.

126 stemmen neen.

14 votent oui.

14 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mme Gillet (Lucienne), MM. Goossens,

Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, M. Seeuws, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, De Rouch, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Jorissen et Lahaye.

M. le Président. — MM. Serge Moureaux et de Wasseige proposent un amendement subsidiaire D ainsi libellé :

D. Au § 1^{er}, II, 2^o, a) de cet article, après les mots « aide sociale », ajouter le texte suivant :

« et notamment pour :

1^o L'application des dispositions légales organiques relatives aux centres publics d'aide sociale;

2^o Les centres de service social et les services de télé-accueil. »

D. Aan § 1, II, 2^o, a) van dit artikel toe te voegen de woorden :

« onder meer voor :

1^o De toepassing van de organieke wetsbepalingen betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2^o De centra voor maatschappelijk werk en de diensten voor tele-onthaal. »

Nous passons au vote sur cet amendement subsidiaire D.

Wij gaan over tot de stemming over dit subsidiair amendement D.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

142 membres sont présents.

142 leden zijn aanwezig.

127 votent non.

127 stemmen neen.

10 votent oui.

10 stemmen ja.

5 s'abstiennent.

5 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme

Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborgh, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Delpérée, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux et Payfa.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Lahaye, Vandezande et Van Ooteghem.

M. le Président. — Nous avons à examiner l'amendement subsidiaire E que voici, de MM. de Wasseige et Serge Moureaux :

E. Au § 1^{er}, II, 2^e, b), de cet article, supprimer les mots « en état d'indigence ».

E. In § 1, II, 2^e, b), van dit artikel, te doen vervallen de woorden « aan de personen die zich in een behoeftige toestand bevinden ».

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, l'amendement que nous avons introduit ici n'a pas de portée politique dans le sens des transferts des matières, mais il est néanmoins important. Dans le texte qui nous est soumis il s'agit de « revenus légalement garantis aux personnes en état d'indigence ». Notre amendement vise à supprimer les mots « en état d'indigence ». Tout d'abord, parce que cela ne change rien quant au fond du texte, mais parce que ce paragraphe fait référence à la loi sur les CPAS, et surtout à la loi sur le minimum de moyens d'existence. Or, ce qui caractérise ces deux lois votées récemment par rapport à toutes les lois antérieures concernant l'aide sociale, c'est qu'on a précisément supprimé dans ces deux lois les mots « état d'indigence ». La loi sur les CPAS dit : « toute personne a droit à l'aide sociale ». A aucun moment les lois ne parlent d'« état d'indigence ».

Cette notion existait antérieurement et la réintroduire ici nous porterait trente à quarante ans en arrière. Par ailleurs, certains juristes pourraient arguer du fait que ces termes ont été réintroduits dans ce texte pour les interpréter autrement. En conséquence, je crois qu'il vaudrait mieux les supprimer d'autant qu'ils peuvent avoir un caractère péjoratif, ce n'est pas cela que nous cherchons. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, chers collègues, dans la terminologie qui vise cette catégorie de personnes différents vocables sont employés. Dans le contexte d'aujourd'hui, nous parlons de pauvres, de plus démunis, de plus défavorisés et peut-être moins souvent d'indigents, ce dernier mot ayant une certaine signification par rapport au passé. Le Premier ministre a néanmoins demandé, en commission, que le texte soit maintenu et par conséquent, je plaide dans le même sens.

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai l'impression que cet ensemble d'amendements a été traité très rapidement en réunion de commission, réunion à laquelle, de notre volonté, nous n'avons pas pu assister.

Notre amendement ne me paraît cependant pas avoir une portée politique telle que le Premier ministre ait cru justifié de maintenir le texte proposé. Je crois, au contraire, qu'il serait difficile pour beaucoup de membres de cette assemblée qui ont une conception progressiste de la société et des rapports sociaux, d'accepter un texte qui fasse encore référence à l'état d'indigence. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. Serge Moureaux. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me permets d'insister auprès du gouvernement pour qu'il accepte cet amendement.

Je ne reprendrai pas les excellents arguments de fond que vient de donner notre collègue de Wasseige, mais il est évident que réintroduire dans une législation, une notion qu'on a eu soin de supprimer de l'ensemble de notre législation, notamment lors de la rédaction de

la nouvelle loi sur les CPAS, n'est guère souhaitable, et je parle par euphémisme.

Je voudrais faire remarquer au ministre que cette suppression n'aura aucun effet négatif, puisque le texte se lira comme suit : « Des conditions d'octroi et de financement du revenu légalement garanti aux personnes, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. »

Par conséquent, notre amendement n'a aucun effet nuisible sur l'objectif poursuivi. Il vise, au contraire, à éviter toute confusion juridique ou de vocabulaire par rapport à une notion qui a disparu de notre arsenal législatif.

J'insiste à nouveau auprès du gouvernement afin qu'il fasse, en l'occurrence, preuve de bon sens. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Philippe Moureaux, ministre.

M. Ph. Moureaux, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il s'agit effectivement d'un amendement qui, sur le fond, me paraît acceptable.

Nous proposons de l'accepter, mais nous demandons instamment que son retour en commission — comme ce sera le cas pour un autre article d'ailleurs — soit circonscrit, de manière très claire et très précise, à cette seule modification, et que le débat ne soit pas rouvert sur l'ensemble de l'article 5. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. S. Moureaux. — Nous acceptons, évidemment.

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur l'amendement subsidiaire E de MM. de Wasseige et Serge Moureaux.

Wij gaan nu over tot de stemming over het subsidiair amendement E van de heren de Wasseige en Serge Moureaux.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

144 membres sont présents.

144 leden zijn aanwezig.

141 votent oui.

141 stemmen ja.

2 votent non.

2 stemmen neen.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Bertrand, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. Delpérée, De Meyer, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Rore, De Rouck, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egemeers, Féaux, Fézir, Février, Flagothier, Gerits, Gijss, Gillet (Jean), Mme Giltet (Lucienne), M. Gillet (Roland), Mme Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Humblet, Jorissen, Kenens, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagasse, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lepaffe, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Mme Nauwelarts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutke-witz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Payfa, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborgh, Vanderpoorten, Vandezande, Van Elsen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non :

Hebben ja gestemd :

MM. De Seranno et Verlevsen.

S'est abstenu :

Heeft zich onthouden :

M. Lahaye.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. L'amendement est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. Het amendement is dus aangenomen.

MM. Serge Moureaux et de Wasseige présentent l'amendement subsidiaire F que voici :

F. Au § 1^{er}, II, 3^o, de cet article, ajouter *in fine* les mots :

« et notamment pour :

1^o L'intervention dans les frais de voyage de la famille des travailleurs migrants;

2^o L'octroi d'une indemnité aux personnes appelées à aider moralement et/ou religieusement les travailleurs migrants;

3^o La liquidation des frais inhérents aux activités déployées en vue de l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles, afin de faciliter leur adaptation et d'améliorer la compréhension entre Belges et étrangers;

4^o La publication de brochures d'information pour travailleurs migrants dans les langues utilisées par ceux-ci;

5^o L'octroi d'une subvention à l'ASBL « Centre d'initiation pour réfugiés et étrangers » et aux services communaux, pour l'organisation de cours de langues;

6^o L'octroi de subsides aux communes et aux services publics pour l'édition de publications à l'intention des travailleurs migrants;

7^o L'octroi de subsides aux comités régionaux d'accueil, aux conseils consultatifs communaux et aux associations créées par les travailleurs migrants;

8^o L'achat de matériel didactique pour l'organisation de cours de langues à l'intention des immigrants.

F. Aan § 1, II, 3^o, van dit artikel toe te voegen de woorden :

« onder meer voor :

1^o De tegemoetkoming in de reiskosten van het gezin der migrerende werknemers;

2^o De toekenning van een vergoeding aan personen die morele en/of godsdienstige hulp aan de migrerende werknemers verstrekken;

3^o De betaling van de kosten die verbonden zijn aan de activiteiten die worden verricht met het oog op de integratie van de migrerende werknemers en van hun gezin, de vergemakkelijking van hun aanpassing en de verbetering van de verstandhouding tussen Belgen en vreemdelingen;

4^o De publicatie van informatiebrochures voor migrerende werknemers, gesteld in de door dezen gebruikte talen;

5^o De toekenning van een toelage aan de VZW « Voorlichtingscentrum voor vluchtelingen en vreemdelingen » en aan de gemeentelijke diensten, voor organisatie van taalcursussen;

6^o De toekenning van toelagen aan gemeenten en overheidsdiensten voor het uitgeven van publicaties ten gerieve van de migrerende werknemers;

7^o De toekenning van toelagen aan de gewestelijke ontvangstcomités, de gemeentelijke adviserende raden en de verenigingen die door de migrerende werknemers zijn opgericht;

8^o De aankoop van didactisch materieel voor organisatie van taalcursussen ten behoeve van de immigranten.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Je me réfère aux arguments qui ont déjà été développés, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, cet amendement vise à inclure dans le dispositif de la loi le développement qui figure dans la justification et est repris à la page 126 du rapport. Or, il s'agit d'une énumération à titre exemplatif. Dans le cadre actuel des missions accomplies par les pouvoirs publics, le projet confiera la totalité de la politique d'accueil et d'intégration aux communautés, moyennant les précisions qui ont été données dans la réponse générale.

Je ne comprends pas pourquoi nos collègues souhaiteraient sur ce point prendre le risque de favoriser une interprétation ultérieure qui

pourrait aboutir à limiter la compétence uniquement aux activités décrites.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire F de MM. Serge Moureaux et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het tiende subsidiair amendement van de heren Serge Moureaux en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

143 membres sont présents.

143 leden zijn aanwezig.

127 votent non.

127 stemmen neen.

10 votent oui.

10 stemmen ja.

6 s'abstiennent.

6 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belor, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rare, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Féris, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poullet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, M. Seeuws, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Walt Niel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Delpérée, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux et Payfa.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Lahaye, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — MM. de Wasseige et Bonmariage présentent l'amendement suivant :

A cet article, § 1^{er}, II, 5^o, remplacer les mots « La politique du troisième âge » par les mots « L'aide sociale au troisième âge ».

In dit artikel, § 1, II, 5^o, de woorden « Het bejaardenbeleid » te vervangen door de woorden « Het maatschappelijk welzijn van bejaarden ».

La parole est M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit ici d'un amendement qui est à mettre en parallèle avec le débat fort intéressant que nous avons eu au sujet du problème de l'insertion à l'article 4 de la notion de politique du troisième âge.

Nous avons montré alors, je crois, combien la politique du troisième âge avait des aspects culturels de plus en plus nombreux et de plus en plus importants. Le ministre De Backer a précisé que, d'après le gouvernement, tous les aspects culturels de la politique du troisième âge étaient déjà inclus, incorporés en quelque sorte, dans les diverses rubriques énumérées à cet article. Il nous a été clairement dit que tout ce qui, dans la politique du troisième âge, avait des aspects culturels, relevait fatalement des matières culturelles, et devait être

considéré comme inclus dans celles-ci, et qu'il n'y avait donc pas de risque que l'ensemble des activités d'aide culturelle au troisième âge menées par les commissions néerlandaise et française de la culture, soit mis en péril.

Il est donc important de mettre le texte de l'article 5 en concordance avec les déclarations faites par le gouvernement à ce sujet, lors de la discussion de l'article 4.

Or, on nous propose d'insérer, à l'article 5, dans les matières personnalisables, la notion de politique du troisième âge. Cette notion nous semble trop large par rapport aux distinguos qui ont été donnés en séance publique. Ce qui est transféré aux communautés sous cette rubrique, à l'article 5, sous le chapeau « matières personnalisables », n'est pas l'ensemble de la politique du troisième âge — puisque les aspects culturels sont déjà recouverts dans certaines notions de l'article 4 mais les aspects sociaux de la politique du troisième âge.

Aussi, nous proposons de remplacer les mots « politique du troisième âge » par « l'aide sociale au troisième âge », de manière à bien distinguer ce qui est incorporé sous la rubrique « matières personnalisables » de l'article 5 et voir qu'il ne s'agit pas de l'ensemble de la politique du troisième âge.

Cette précision est importante. Je pense donc que le gouvernement pourrait accepter notre amendement puisqu'il va tout à fait dans le sens des explications que le gouvernement a données lors de la discussion de l'article 6. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je plaide pour le maintien du texte. En effet, il rejoint clairement les explications de M. Moureaux. L'intitulé du point II dit « en matière d'aide aux personnes et « la politique du troisième âge ». Cette politique recouvre le domaine de l'aide aux personnes.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, nous retirons notre amendement sous le bénéfice des explications de M. le ministre.

M. le Président. — A ce même article, MM. Serge Moureaux et de Wasseige présentent l'amendement subsidiaire G que voici :

G. Compléter le § 1^{er}, II, 5^e, de cet article par ce qui suit :

« et notamment pour :

1^o La coordination du service social du travail en faveur des personnes âgées;

2^o L'agrégation et la subsidiation des services d'aide aux personnes âgées et des centres de formation d'aides-seniors. »

G. § 1, II, 5^e, van dit artikel aan te vullen als volgt :

« onder meer voor :

1^o De coördinatie van maatschappelijke diensten van het sociaal werk ten behoeve van de bejaarden;

2^o De erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten en opleidingscentra voor bejaardenhulp. »

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, je me réfère pour cet amendement aux explications fournies, mais ce point n'est pas retiré.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire G de MM. Serge Moureaux et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het subsidiair amendement G van de heren Serge Moureaux en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

143 membres sont présents.

143 leden zijn aanwezig.

127 votent non.

127 stemmen neen.

14 votent oui.

14 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Mmes Gillet (Lucienne), Gooeyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théo), Mme Turf-De Munter, MM. Vandebeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Venimmen, Waltiel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Delpérée, De Rouck, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Jorissen et Lahaye.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, mag ik aan de minister vragen of in het woord « bejaardenbeleid » ook de diensten en instellingen zijn begrepen ?

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Oui.

De Voorzitter. — De heren Van Ooteghem, Jorissen, Maes, De Rouck, Vandezande en Capoen stellen volgend amendement voor :

Au § 1^{er}, II, de cet article, compléter le 7^e par le texte suivant :

« mais y compris la liquidation des séquelles sociales de la répression ».

In § 1, II, van dit artikel het 7^e aan te vullen als volgt :

« maar met inbegrip van het wegwerken van de sociale gevolgen van de repressie ».

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, zoals aangekondigd tijdens de algemene bespreking hebben wij een amendement ingediend om de bijstand aan personen en met name de penitentiaire en postpenitentiaire hulpverlening te verruimen met « het wegwerken van de sociale gevolgen van de repressie ».

Wij staan met dat verzoek niet alleen. De voorzitter van de Nederlandse Cultuurraad zei tijdens zijn 11 juli-toespraak in het stadhuis te Brussel onder meer het volgende : « Nooit meer oorlog, deze boodschap, die ons werd meegegeven door de Vlaamse frontsoldaten, heeft maar betekenis indien we ook eigen grondgebied opnieuw vrede brengen en de nationale verzoening tot stand brengen. Ik moge hier betogen dat, om deze vrede te bereiken, onze gemeenschap desnoods haar eigen boontjes kan doppen. Wij zijn geen vleiers of slaven der prinsen.

Wij die vandaag autonoom een glanspunt uit het verleden herdenken, wij zijn ook in staat om autonoom, grootmoedig en met staatsmanszin, over de minder heldere facetten van dit verleden te oordelen. »

Anderzijds hebben de Belgische bisschoppen naar aanleiding van de 150e verjaardag van België een plechtige oproep gericht tot allen die belangrijke verantwoordelijkheden dragen om van dit jubeljaar door grootmoedigheid een jaar van waarachtige vergeving te maken.

Ook het spoedcomité Arretz dat boven de partijpolitiek staat en mensen van verschillende filosofische overtuigingen groepeerd, heeft een oproep gedaan om de opruiming van de gevolgen van de repressie toe te vertrouwen aan de gemeenschappen. Die oproep werd ondertekend door rectoren en oud-rectoren, door letterkundigen, door abten, door oud-ministers, door burgemeesters, door vooraanstaanden uit de sociale, culturele en economische wereld.

Ons amendement oordeelt niet en veroordeelt niet; het vraagt alleen wat de heer Boel vroeg: dat elke gemeenschap in deze materie autonoom zou mogen handelen. Ik hoop dan ook dat u ons amendement zal goedkeuren.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gijs.

De heer Gijs. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik geloof dat het amendement overbodig is en ik verwijs hierbij naar het betoog van de woordvoerder van mijn fractie tijdens de algemene bespreking van dit ontwerp. Hij zei dat sociale gevolgen van de repressie in het raam van de bevoegdheden die in het huidige ontwerp zijn opgenomen, door de gemeenschappen kunnen worden bestreden.

Dat was volgens mij ook het oordeel van de Volksunie-leden die in de commissie voor de Institutionele Hervormingen aanwezig waren. Toen daarover in de commissie werd gesproken, hebben zij geen amendement ingediend. Zoals onze woordvoerder heeft gezegd, volstaat deze tekst om sociale gevolgen van de repressie op het vlak van de gemeenschappen weg te werken. Ik vind het amendement bijgevolg overbodig en ik zal het niet goedkeuren. (*Applaus op sommige banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van der Elst.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Voorzitter, ik moge eraan herinneren dat wij in de commissie reeds een amendement hadden ingediend bij het ontwerp tot herziening van sommige artikelen van de Grondwet en dat de meerderheid dit amendement als zijnde onontvankelijk niet in aanmerking heeft willen nemen.

Ik betwist de beweringen van de heer Gijs ten zeerste als hij het voorstelt alsof het mogelijk zou zijn op basis van de huidige tekst de problemen op te lossen die de nasleep zijn van de repressie. Het is volkomen uitgesloten dat de gemeenschappen iets zouden kunnen doen onder meer wat betreft de boeten en de schadevergoeding die werden uitgesproken, wat betreft de pensioenen, en wat betreft een hele reeks andere gevolgen.

Ik kan begrijpen dat de meerderheid of een deel van de meerderheid verveeld is met ons amendement, maar dit moet geen aanleiding zijn om hier een scheve voorstelling van zaken te geven. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, il me paraît difficile de clôturer cette discussion sans que le gouvernement se soit clairement expliqué car nous nous trouvons ici en présence d'une situation singulière que j'avais déjà soulignée il y a quelques jours après les déclarations de M. Lindemans. Nous avons, en effet, entendu ce dernier, relayé aujourd'hui par le chef du groupe CVP, nous dire que les propositions de la Volksunie tendant à donner aux communautés la compétence de régler les séquelles de la répression n'étaient pas nécessaires, qu'elles étaient même totalement superflues dans la mesure où l'article 10 du projet sur les compétences implicites permettaient, à travers la compétence qui a été examinée ici à l'article 5, aide sociale aux personnes, de résoudre l'ensemble du contentieux des séquelles sociales de la répression.

En présence d'une thèse extrêmement claire soutenue par le plus important parti de la majorité, et c'est très important pour l'interprétation future de la loi que nous proposons de voter, il ne me paraît vraiment pas possible de rejeter cet amendement sur cette seule explication. Si le gouvernement garde le silence, la majorité, me semble-t-il, se prononcera dans le brouillard.

Mme Pétry. — Il y a du soleil aujourd'hui!

M. S. Moureaux. — C'est vrai et c'est une grande joie pour ceux qui ne sont pas confinés dans cette salle!

Je pense que le gouvernement doit absolument prendre attitude faite de quoi l'interprétation donnée par le plus important groupe de la majorité subsistera, puisque, apparemment elle n'a pas été contredite par des voix autorisées dans cette assemblée.

Le moment est venu pour chacun de prendre ses responsabilités et de dire clairement si à travers les compétences des matières personnalisables, « aides aux personnes » qui sont transférées aux communau-

tés et à travers les pouvoirs implicites qui donnent aux communautés la faculté de prendre des dispositions dans les matières pénales et sociales qui sont nécessaires ou indispensables à l'exercice des compétences transférées, cette interprétation est la bonne.

Effectivement, je crois que nous nous trouvons ici devant le problème de la largeur du champ d'application de l'article 10.

Au moment du vote en commission, le gouvernement nous a annoncé une très importante déclaration sur le sens à donner à l'article 10.

Il nous a annoncé cette très importante déclaration sur les pouvoirs implicites, Madame le rapporteur

Mme Pétry. — Cette déclaration n'a rien à voir avec ce problème. C'est la discussion sur la politique familiale qui a justifié cela.

M. S. Moureaux. — Nous ne l'avons pas encore entendue, cette déclaration.

Mme Pétry. — Elle viendra. Chaque chose en son temps.

M. S. Moureaux. — Je suis désolé de vous dire que si chaque chose doit venir en son temps nous sommes, à propos de cet amendement, engagés dans le problème des pouvoirs implicites puisque le CVP les invoque pour justifier l'inutilité de l'amendement déposé par la Volksunie. Vous ne pouvez contester que j'ai raison à cet égard.

Mme Pétry. — C'est exact.

M. S. Moureaux. — C'est le CVP qui dit: « Par l'interprétation que nous donnons des pouvoirs implicites, l'amendement de la Volksunie n'est pas nécessaire, étant donné que, pour nous, les conséquences sociales de la répression sont transférées aux communautés. » C'est la thèse du CVP et le problème est précisé là.

En conséquence, ne devrions-nous pas demander au gouvernement, — même à propos d'un autre sujet, de nous laisser enfin entrevoir un début de solution — de nous faire sa déclaration sur la question des pouvoirs implicites? Une autre formule consisterait à réserver ce problème pour en discuter après l'examen de l'article 10. Nous serions alors fixés sur la position du gouvernement en la matière. En effet, il me paraît absolument impossible de nous prononcer « dans le noir » sur un problème aussi important. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, dit is een belangrijke discussie maar zij overschrijdt de oevers van het huidige wetsontwerp.

De heer Jorissen. — Dat is thans gebruikelijk in dit land.

De heer Wyninckx. — Over deze materie hebben de leden van onze fractie een standpunt ingenomen op het ogenblik dat een wetsvoorstel in dat verband hier werd in overweging genomen. Er was toen geen tuchtstemming en de leden werden dus vrijgelaten in hun appreciatie. Deze situatie kan zich echter niet opnieuw voordoen bij de stemming over dit amendement. Het is niet mogelijk binnen het kader van de toepassing van het huidige wetsontwerp problemen als de menselijke gevolgen van de repressie op te lossen. Dit is een totaal andere kwestie waarover onder de regering-Tindemans reeds het akkoord bestond dat een ministeriële werkgroep deze materie zou bestuderen. Ik heb mij toen, als minister van Pensioenen, ingespannen om bij te dragen tot de studie van deze zeer ingewikkelde problematiek.

De heer Van Ooteghem. — Zeer juist.

De heer Wyninckx. — Als wij dit amendement niet annemen mag dit niet worden beschouwd als een bewijs van een gebrek aan verzoeingsgezindheid bij de Vlaamse socialisten. Wij zijn van oordeel dat dit debat op een ander ogenblik in deze vergadering moet worden gevoerd en niet naar aanleiding van het voorliggende wetsontwerp. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. André, rapporteur.

M. André. — Monsieur le Président, avec M. Moureaux, je crois qu'il faut être clair et préciser l'esprit dans lequel nous allons voter sur cet amendement.

Mon groupe rejettera l'amendement et je vous donne la signification de cette attitude. Si, depuis un certain nombre d'années, nous avons été d'accord sur la recherche de solutions à apporter à certains

problèmes sociaux individuels posés par les séquelles de la répression, il ne pourrait en aucun cas être question, pour nous, de modifier les législations de caractère pénal, administratif ou autres dont cette répression a fait l'objet.

Tel est le sens de notre vote négatif. Nous estimons que si le pouvoir exécutif peut intervenir dans la solution de problèmes sociaux posés par les séquelles de la répression, il pourra le faire uniquement par des mesures de caractère strictement individuel et dans des cas bien précis.

De Voorzitter. — Dames en Heren, mag ik vragen dat u zich zou beperken tot het onderwerp van dit debat. Ik zal uiteraard het woord geven als daarom wordt verzocht, maar stel voor dat in deze discussie alleen het standpunt van de verschillende fracties zou worden uiteengezet.

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, ik moet toch even het geheugen oprispen van de heer André. Hij houdt ons hier voor dat er nooit enige wetgeving ter zake zal, kan of mag worden uitgevaardigd, en dat moet worden gestreefd naar een oplossing voor elk geval afzonderlijk.

Ik moge hem er echter aan herinneren dat hier enkele jaren geleden een wetsontwerp werd aangenomen waarbij onder bepaalde voorwaarden, aan de inwoners van de Oostkantons een schadevergoeding van 75 pct. werd toegekend voor geleden oorlogsschade.

De heer Cooreman. — Dat is naast de kwestie!

De heer Vandezande. — Toch niet, Mijnheer Cooreman.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Dat heeft er niets mee te maken.

De heer Vandezande. — De Raad van State heeft toen de opmerking gemaakt dat het eigenaardig was dat deze wetgeving niet tot het hele land werd uitgebreid voor de personen die zich onder dezelfde voorwaarden bevonden. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, le groupe socialiste est d'accord sur l'interprétation que M. André a donnée de son intention de vote. Il considère que les suites sociales d'une répression sont, en effet, transférées à la compétence des communautés et que les cas individuels doivent être examinés par leurs organes compétents.

Il est bien entendu qu'une telle compétence n'implique pas le pouvoir de modifier la législation relative à la répression de l'incivisme et de modifier les peines édictées par les tribunaux. Dans un pays unifié, il ne peut y avoir deux législations sur l'incivisme. L'ennemi est le même pour tous.

Dans ces conditions, pour nous, il est essentiel d'être assuré que les communautés, en aucune manière, ne pourront toucher à la législation fondamentale réprimant l'incivisme, c'est-à-dire le comportement qui met en péril la sécurité et l'indépendance de notre pays. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de la majorité et sur les bancs communistes et du FDF-RW.*)

De heer Cooreman. — Natuurlijk!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, wij zullen tegen dit amendement stemmen omdat we van oordeel zijn dat deze materie moet worden behandeld in een specifiek ontwerp ter zake. Dat neemt niet weg dat wij later onze houding dienaangaande zullen bepalen.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, de regering vraagt de verwerping van het amendement van de heer Van Ooteghem, amendement dat wordt ingediend bij het 7^e, II, van artikel 5, dat handelt over de penitentiare en post-penitentiare sociale hulpverlening, met uitzondering van de uitvoering van de strafrechtelijke beslissing.

Ik heb zelden een zo duidelijke tekst gezien in een wet. Ik heb de indruk dat alle leden van de commissie voor de Herziening van de

Grondwet en de Hervorming der Instellingen alsook de leden van de Senaat, het met mij eens zullen zijn dat deze tekst zegt wat hij zeggen moet. Al degenen op wie deze tekst doelt, zullen er ook onder vallen. Wanneer er in het kader van de bevoegdheden die aan de gemeenschappen worden toevertrouwd, maatregelen moeten worden getroffen in de geest van degene die werden bedoeld door de heer Lindemans, naar wie ik goed heb geluisterd, en bevestigd door de heer Gijs, dan zullen die maatregelen moeten worden getroffen. Het is duidelijk dat men aan de nationale wetgeving ter zake niet zal raken in verband met de bevoegdheden van de gemeenschappen.

Ik wens in herinnering te brengen dat de geachte heer Eerste minister, in antwoord op een mondelinge vraag van de heer Van Ooteghem, zeer onlangs heeft verklaard: « Zoals de vorige regeringen zal ook deze regering de maatregelen onderzoeken die binnen het raam van de vrede tussen de gemeenschappen en tot de verzoening van de burgers kunnen bijdragen. Het is juist dat de voormalige minister van Justitie, de heer Van Elslande, een werkgroep had samengesteld om een inventaris op te maken van die sectoren waar nog problemen rijzen. Het onderzoek van dit dossier zal worden verder gezet ten einde tot besluiten te komen binnen een redelijke termijn. »

Ik wens uit persoonlijke naam te zeggen dat toen ik de eer had van 1973 tot 1977 het departement van Justitie te leiden, ik de politiek van alle voorgaande regeringen heb gevolgd en heb gepoogd, daar waar de noodzaak zich voordeed om werkelijk onrechtvaardige toestanden door individuele maatregelen recht te trekken, ik dat heb gedaan in het besef van mijn plicht, maar ook in het besef van een verleden dat ik toch niet kan vergeten. (*Levendig applaus op de banken van de meerderheid en van het FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, het is zeker niet mijn bedoeling het debat in een emotionele sfeer te brengen. Ik zou alleen wensen dat in alle duidelijkheid kan worden gestemd.

Ik heb de verklaringen gehoord van de heren Lindemans en Gijs. Deze laatste heeft gezegd dat ons amendement totaal overbodig is. Wij wensen natuurlijk het standpunt van de regering ter zake te kennen en te weten of de heer Gijs gelijk heeft dat binnen artikel 10 en binnen de bevoegdheden die aan de gemeenschappen in dit artikel worden gegeven, een oplossing van de sociale gevolgen van de repressie zou mogelijk zijn. Ik zou graag weten of Mevr. de minister van de Vlaamse Gemeenschap en ook de minister van Justitie en Institutionele Hervormingen daarmee instemmen, want wanneer de regering het standpunt van de heer Gijs bevestigt, is het evident dat ik bereid ben dit amendement in te trekken. Wanneer hierover echter geen duidelijkheid is vóór de stemming en wanneer het standpunt van de CVP niet wordt bevestigd door de regering, is het normaal dat wij ons amendement handhaven. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. Radoux. — Maintenez-le.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Van Ooteghem et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement van de heer Van Ooteghem c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

145 membres sont présents.

145 leden zijn aanwezig.

137 votent non.

137 stemmen neen.

7 votent oui.

7 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, André, Bailly Basecq, Bataille, Belot, Bertrand, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cudell, Cugnon, Daems, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. Delpérée, De Meyer, Mme De Pauw-Deveven, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, Désir, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige,

Deworme, Dewulf, d'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mme Gillet (Lucienne), M. Gillet (Roland), Mme Goor-Eyben, MM. Goossens, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Houben, Hubin, Humblet, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagae, Lagasse, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lepaffe, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Payfa, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Walt Niel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Capoen, De Rouck, Maes, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

S'est abstenu :

Heeft zich onthouden :

M. Jorissen.

De Voorzitter. — Bij 7^e van II van de eerste paragraaf van dit artikel, stellen de heren Vandezande en Van Ooteghem volgend amendement voor :

Compléter le § 1^{er}, II, 7^e, du même article, par ce qui suit :

« L'assistance aux détenus et à leurs familles et l'aide post-pénitentiaire. »

§ 1, II, 7^e, van hetzelfde artikel aan te vullen als volgt :

« De bijstand aan gedetineerden en hun gezin en de desbetreffende nazorg. »

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw en Heren Ministers, geachte collega's, wij hebben dit amendement ingediend, omdat wij van oordeel zijn dat de formulering van 7^e te eng is.

Indien de minister mij kan bevestigen dat de bijstand aan gedetineerden en aan hun gezin en de desbetreffende nazorg, zoals in ons amendement is geformuleerd, onder de tekst van de regering vallen, zijn wij bereid om dit amendement in te trekken.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, tot deze materie behoren in ieder geval : morele en materiële hulp aan gedetineerden, morele en materiële hulp aan gezinnen van gedetineerden, voorbereiding tot reklassering, tewerkstelling van ontslagen gedetineerden, huisvesting van ontslagen gedetineerden die nergens kunnen terecht komen, sociale bijstand in al zijn vormen aan ontslagen gedetineerden die niet onder toezicht van de sociale dienst zijn gesteld.

Ik meen dat het niet ruimer kan.

De heer Vandezande. — Wij trekken ons amendement in, Mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Het amendement is dus ingetrokken.

De heren Vandezande, Van Ooteghem, Capoen, Van Elsen, Peeters en Maes hebben volgend amendement A ingediend :

A. Compléter le § 1^{er}, II, de cet article par un 8^e, libellé comme suit :

« 8^e La politique du travail et de l'emploi au sens large. »

A. § 1, II, van dit artikel aan te vullen met een 8^e, luidende :

« 8^e Het beleid inzake arbeid en tewerkstelling in ruime zin. »

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, wanneer men gemeenschappen in het leven roept en aan die gemeenschappen bevoegdheid verleent, zijn wij van oordeel dat hen ook de gelegenheid moet worden geboden de tewerkstelling te bevorderen, omdat dit precies een persoonsgebonden aange-

legenheid is. Bovendien menen wij dat, indien dit amendement zou worden goedgekeurd, de gemeenschappen daarin een stimulans zullen vinden om de werkloosheid te bestrijden. Derhalve vragen wij, Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, dat dit punt zou worden opgenomen in de lijst van de persoonsgebonden materies.

M. le Président. — La parole est à M. Philippe Moureaux, ministre.

M. Ph. Moureaux, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans le cadre de l'accord politique, nous avons essayé d'établir un équilibre et nous avons souhaité, bien entendu, le maintien d'une partie importante de la politique économique et sociale au niveau national. C'est le cas pour les matières énumérées ici. Nous demandons donc le rejet de cet amendement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement A de M. Vandezande et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement A van de heer Vandezande c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

145 membres sont présents.

145 leden zijn aanwezig.

139 votent non.

139 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bertrand, Boey, Bogaerts, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleack, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. Delpérée, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, Désir, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige, Deworme, Dewulf, d'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mme Gillet (Lucienne), Gillet (Roland), Mme Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), MM. Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Humblet, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagasse, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lepaffe, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Payfa, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Walt Niel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. De Rouck, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

S'est abstenu :

Heeft zich onthouden :

M. Jorissen.

De Voorzitter. — De heren Vandezande, Van Ooteghem, Van Elsen, Capoen, Peeters en Maes hebben volgend amendement ingediend :

Compléter le § 1^{er}, II, du même article par un 9^e, libellé comme suit :

« 9^e La coopération au développement. »

§ 1, II, van hetzelfde artikel aan te vullen met een 9°, luidende:
« 9° De ontwikkelingssamenwerking. »

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, wij kennen maar al te goed het Abos, het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking.

Wij hebben hier in het verleden herhaaldelijk gepleit voor een aparte aanpak door de gemeenschappen. Wij hebben toen gezegd dat, indien we zo sterk benadeeld moeten blijven zoals dit tot op het ogenblik het geval is, elk van de gemeenschappen de mogelijkheid moet krijgen om volgens eigen visie en met eigen middelen een apart ontwikkelingsbeleid te voeren.

Het ontwikkelingsbeleid dat tot op het ogenblik werd gevoerd, beantwoordt niet aan het ontwikkelingsbeleid dat door de Vlaamse gemeenschap wordt beoogd. Wij pleiten er derhalve voor dat het ontwikkelingsbeleid in zijn geheel zou worden geplaatst onder de bevoegdheid van de gemeenschappen.

Wij hebben ook een subsidiair amendement ingediend dat ertoe strekt dat op zijn minst de bevoegdheid over de opleiding van ontwikkelingshulpers, de informatie, de medefinanciering, de vrijwillige hulp en de beurzen buiten project zou worden toegekend aan de gemeenschappen.

U zult zich herinneren dat in de vorige regeringsverklaring onder punt 12 de door ons subsidiair vermelde punten werden toebedeeld aan de gemeenschappen. Tot op het ogenblik is daarvan echter niets in huis gekomen, wat wij betreuren.

De heer Dewulf. — Dat is onjuist!

De heer Vandezande. — Mijnheer Dewulf, ik kan u brieven tonen van de minister die mijn woorden staven. Hoe dan ook, Mijnheer Dewulf, u kunt altijd daarover het woord vragen en ons komen uitzetten wat dan wel verwezenlijkt is van het beruchte punt 12. Dit is een uitdaging van mijnentwege.

De Voorzitter. — Mijnheer Vandezande, aan de orde is alleen uw amendement.

De heer Vandezande. — Gelet op het scheeftrekken in het verleden van de ontwikkelingssamenwerking, willen wij deze voortaan met eigen middelen zien runnen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer Dewulf. — U kent het dossier niet.

M. le Président. — La parole est à M. Philippe Moureaux, ministre.

M. Ph. Moureaux, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, la coopération au développement en tant que telle est un élément important de la politique des Affaires étrangères. Celle-ci doit rester nationale, ce qui n'exclut toutefois pas que s'y associent à certains moments les communautés.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal het amendement van de heer Vandezande c.s. niet aannemen, maar ik wil de minister er toch op wijzen dat de verwerping ervan, mijnerzijds, inhoudt dat er reeds een groot stuk van de ontwikkelingssamenwerking is opgenomen in de bevoegdheden die onder artikel 5 worden opgesomd.

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — La coopération culturelle internationale est de la compétence communautaire en vertu de la Constitution.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement B de M. Vandezande et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement B van de heer Vandezande c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

144 membres sont présents.

144 leden zijn aanwezig.

127 votent non.

127 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

12 s'abstiennent.

12 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Califice, Canipel, Carpels, Claeyns, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeers, Féaux, Féris, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabee, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. De Rouck, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Bertrand, Bonmariage, Delpérée, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Jorissen, Lagasse, Lepaffe, Moureaux et Payfa.

De Voorzitter. — De heren Vandezande, Van Elsen, Van Ooteghem en Peeters stellen volgend subsidiair amendement voor:

Compléter le § 1^{er}, II, de cet article par un 9°, libellé comme suit:

« 9° La formation des coopérants, l'information, le cofinancement, le volontariat et les bourses hors projet. »

§ 1, II, van dit artikel aan te vullen met een 9°, luidende:

« 9° De opleiding van ontwikkelingshulpers, de informatie, de medefinanciering, de vrijwillige hulp en de beurzen buiten project. »

Nous passons au vote sur cet amendement subsidiaire.

Wij gaan over tot de stemming over dit subsidiair amendement.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

139 membres sont présents.

139 leden zijn aanwezig.

124 votent non.

124 stemmen neen.

5 votent oui.

5 stemmen ja.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeyns, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. De Meyer, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyster, le

chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. De Rouck, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Bertrand, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Jorissen, Lagasse, Lepaffe, Moureaux et Payfa.

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, chers collègues, M. Bataille a posé tout à l'heure une question qui n'avait pas sa place dans la discussion actuelle. Je tiens néanmoins à lui répondre. Il s'agissait des compétences dans les matières visées aux articles 98 et 105 de la loi du 8 juillet 1976, organique des CPAS.

L'article 98 confie au Roi la détermination du montant à récupérer à charge des débiteurs de pension au profit du bénéficiaire d'aide sociale. Pour éviter la possibilité de discrimination entre les citoyens selon leur appartenance communautaire, l'arrêté royal devrait être pris au plan national. Je le préparerai néanmoins en concertation étroite avec les exécutifs communautaires, car ils sont directement concernés par son incidence financière.

En ce qui concerne l'article 105, je signale à M. Bataille que sa modification figure à l'article 45 du projet 619 actuellement à l'examen à la Chambre des représentants et qui vient d'être adopté par commission spéciale.

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur le II amendé du § 1^{er} de l'article 5.

Wij gaan nu over tot de stemming over geamendeerd II van § 1 van artikel 5.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

148 membres sont présents.

148 leden zijn aanwezig.

127 votent oui.

127 stemmen ja.

14 votent non.

14 stemmen neen.

7 s'abstiennent.

7 onthouden zich.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte de Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme,

Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Bonmariage, Delpérée, De Meyer, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa, Pouillet et Renard.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. De Rouck, Jorissen, Noël de Burlin, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. Le II ainsi amendé du § 1^{er} de l'article est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. Aldus gewijzigd II van § 1 van het artikel is dus aangenomen.

Nous allons procéder maintenant au vote sur le III du § 1^{er} de l'article 5.

Wij gaan nu over tot de stemming over III van § 1 van artikel 5.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

148 membres sont présents.

148 leden zijn aanwezig.

129 votent oui.

129 stemmen ja.

13 votent non.

13 stemmen neen.

6 s'abstiennent.

6 onthouden zich.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte de Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Bonmariage, Delpérée, De Meyer, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. Le III du § 1^{er} de l'article est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. III van § 1 van het artikel is dus aangenomen.

Nous allons procéder maintenant au vote sur le § 1^{er} amendé de l'article 5.

Wij gaan nu over tot de stemming over de geamendeerde § 1 van artikel 5.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

145 membres sont présents.

145 leden zijn aanwezig.

122 votent oui.

122 stemmen ja.

14 votent non.

14 stemmen neen.

9 s'abstiennent.

9 onthouden zich.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Radoux, Renard, Mme Rommel-Souvagie, M. Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), M. Turf-De Munter, MM. Vandenaebelle, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Bonmariage, Delpérée, De Meyer, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa, Pouillet et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Guillaume (François), Jorissen, Lallemand, Noël de Burlin, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. Le § 1^{er} ainsi amendé de l'article est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. De aldus gewijzigde § 1 van het artikel is dus aangenomen.

Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

M. Lallemand. — M. François Guillaume et moi-même nous nous sommes abstenus pour les raisons qui ont déjà été explicitées lors du vote du paragraphe 2bis de l'article 59bis.

D'une part, nous estimons qu'une gestion satisfaisante de ces matières personnalisables requiert la régionalisation de la région bruxelloise. D'autre part, nous redoutons que l'application immédiate de l'article 5 ne conduise à défavoriser les hôpitaux et les institutions publics de Bruxelles.

M. le Président. — Nous passons à l'examen du § 2 de l'article 5, auquel aucun amendement n'a été déposé.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de stemming over § 2 van artikel 5.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

143 membres sont présents.

143 leden zijn aanwezig.

123 votent oui.

123 stemmen ja.

11 votent non.

11 stemmen neen.

9 s'abstiennent.

9 onthouden zich.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Radoux, Renard, Mme Rommel-Souvagie, Miv. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaebelle, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Bonmariage, Delpérée, De Meyer, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux et Payfa.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Bondt, De Rouck, Jorissen, Noël de Burlin, Pouillet, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par les articles 59bis et 107quater de la Constitution sont atteints. Le § 2 de l'article est donc adopté.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet vereisen, bereikt zijn. § 2 van het artikel is dus aangenomen.

Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

Ik verzoek de leden die zich hebben onthouden, de reden van hun onthouding mede te delen.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mij onthouden om de aandacht te vestigen op het schabouwelijke Nederlands van paragraaf 2.

M. Pouillet. — Monsieur le Président, M. Noël de Burlin et moi-même n'avons pas voté non, parce que manifestement cette disposition est utile; nous n'avons pas voté oui, parce que nous l'estimons insuffisante.

M. le Président. — Nous abordons l'examen du paragraphe 3 de l'article 5.

MM. Serge Moureaux et de Wasseige ont déposé l'amendement H que voici :

H. Supprimer le § 3 de cet article.

H. § 3 van dit artikel te doen vervallen.

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, nous abordons ce qui peut être considéré comme un problème double, à la fois politique et juridique. Politique, parce qu'il s'agit de l'avenir de la politique de santé dans la région dite bilingue de Bruxelles-Capitale.

Un organe de concertation est prévu à cette fin. Il regrouperait les représentants des exécutifs de communauté et de l'autorité nationale compétente. Chose extrêmement curieuse que cette autorité nationale compétente, je le signale en passant, puisque, selon les déclarations du gouvernement, que j'ai rappelées avant-hier, l'autorité nationale compétente est précisément constituée par les exécutifs de communauté. Cela nous a été expliqué en long, en large et en travers, tant par le Premier ministre en commission que par M. le ministre Califice.

Il est tout à fait illogique de parler d'un organe de concertation qui comprendrait des représentants des exécutifs de communauté et de l'autorité nationale compétente, alors que l'on vient précisément de dire que ce sont les membres des exécutifs des communautés, mais agissant en tant que membres du gouvernement national, qui seront responsables de la gestion des matières relatives aux soins de santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Il y a là une situation à la fois contradictoire et inexplicable qui risque d'entraîner des difficultés supplémentaires à celles, déjà nombreuses, que nous avons évoquées antérieurement.

Le ministre Califice pourrait-il nous expliquer comment le système de cogestion par les exécutifs de communauté agissant comme membres du gouvernement national fonctionnera, le jour où lesdits exécutifs de communautés sortiront du gouvernement national? En effet, il est prévu dans le projet — sous la forme d'une hypothèse mais à laquelle un terme a tout de même été fixé — qu'un jour viendra où les exécutifs de communautés sortiront ou devraient sortir du gouvernement national. Ce jour-là, que deviendra l'architecture élaborée par le gouvernement, prévoyant la cogestion des compétences de santé, restées nationales à Bruxelles, par des exécutifs communautaires appartenant au gouvernement national? Ce système me paraît peu cohérent, mais ce n'est pas la première fois que nous constatons l'incohérence de votre projet.

Vous ajoutez que la composition et les missions de cet organe de concertation seront fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et — j'en viens à la perle relevée par notre collègue Pouillet — que cet arrêté royal veillera à la présence de représentants de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Il est donc indiqué clairement dans un texte de loi que tout ce que l'on accorde aux Bruxellois dans cette affaire, c'est le droit de regarder — de près, il faut le reconnaître — la manière dont les deux autres communautés régleront les affaires qui leur seront propres. C'est là un système pour le moins original.

Le texte montre que la politique de santé à Bruxelles, en ce qui concerne les établissements publics de soins, d'aide aux personnes âgées et aux handicapés, relève d'un système où les Bruxellois n'ont rien à dire et où, qui plus est, à la suite d'un veto des communautés, on pourra vraisemblablement geler, condamner à mort, tout ce secteur public des soins de santé.

J'attire cependant votre attention sur une objection importante d'ordre juridique, qu'il faudrait absolument lever, Monsieur le Ministre. Le paragraphe 4bis du nouvel article 59bis décrit le champ d'application des décrets en ce qui concerne la région de langue française d'une part, la région de langue néerlandaise de l'autre, — je parle des décrets relatifs aux matières personnalisables, bien sûr — ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région de Bruxelles-Capitale, qui doivent être considérées comme appartenant à l'une ou à l'autre communauté. Mais le gouvernement a accepté d'ajouter une incise : « sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article premier, dernier alinéa, en a disposé autrement ».

La Constitution permet donc désormais au législateur statuant à la majorité qualifiée de déroger à la règle qui a été inscrite au paragraphe 4bis de l'article 59bis pour l'application des décrets aux institutions unicommunautaires.

Or, le paragraphe 3 du titre III de l'article 5 du projet 434 dit : « il est institué un organe de concertation de la politique de santé dans la

région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cet organe de concertation regroupe... ».

On peut considérer, à la lecture de ce texte, qui n'est nullement limitatif, que l'ensemble de la politique de santé dans la région de Bruxelles est, par l'effet de cette disposition et en vertu de la phrase incise du paragraphe 4bis de l'article 59bis, soustrait à la compétence des conseils de communauté, et attribué à un comité de concertation, même pour les établissements privés unicommunautaires.

On trouve donc ici une base juridique très sérieuse pour dire que, désormais, à Bruxelles, les communautés sont totalement dessaisies de leur compétence en matière de soins de santé, même pour les institutions unicommunautaires.

Voilà une difficulté majeure que fait apparaître cet amendement, adopté en commission, tard dans la nuit, il faut le souligner, dans les conditions que nous connaissons et en l'absence de l'opposition.

Il est certain que vous avez commis là une imprudence majeure, tout à fait décisive, qui fait que l'on peut penser — car rien ne permet d'affirmer le contraire — que vous avez attribué l'ensemble de la politique de santé, y compris pour le secteur unicommunautaire, à cet organe de concertation. Il dit en effet : « Il est institué un organe de concertation de la politique de santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. » Ce texte signifie — vous pouvez le lire et le relire — qu'en application de l'exception prévue à l'article 59bis, 4bis, vous attribuez, par une loi votée à majorité spéciale, l'ensemble de la politique de santé de la région bilingue de Bruxelles-Capitale à ce comité de concertation dont la composition devra être établie par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Voilà la conséquence juridique tout à fait étonnante de votre travail marathon nocturne et bâclé. J'attends sur ce point une explication du gouvernement.

Il me paraît évident que vous tombez ici jusqu'au fond d'un piège légistique majeur. Il conviendrait que vous en sortiez en adoptant notre amendement qui ne vise ni plus ni moins qu'à supprimer le paragraphe 3.

Vous reviendrez ainsi à la situation antérieure qui s'avère logique où les applications de décret concernent les établissements unicommunautaires. Voilà le problème posé. Il ne faudrait pas essayer de l'esquiver par des déclarations. Le texte est formel. On ne peut passer outre. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, je suis fort étonné d'entendre cet exposé. M. Moureaux se souviendra que nous avons examiné tout le problème des compétences de l'article 107quater, matières régionales, article 6, avant cette disposition.

Tout au long de la discussion relative aux compétences de l'article 107quater où, nous le verrons dans un instant ou plus tard, il est prévu une concertation à chaque alinéa et M. Moureaux a insisté chaque fois pour que l'exécutif de la région bruxelloise soit associé à la concertation entre le gouvernement national et les exécutifs régionaux flamand et wallon. A l'article 6, paragraphe 7, il est dit que les exécutifs visés aux paragraphes 2 et 6 sont les exécutifs prévus par la présente loi, ainsi que l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la région flamande ou de la région wallonne. C'est évidemment l'exécutif bruxellois.

M. Lagasse. — Matières culturelles!

M. le chevalier de Stexhe. — En consultant le rapport aux pages 210 et suivantes, vous verrez qu'à chacun de ces alinéas, M. Moureaux a insisté pour que cette concertation soit organisée en la présence d'un représentant de l'exécutif bruxellois.

J'en viens à l'argument juridique d'inconstitutionnalité que je vous avoue ne pas comprendre du tout. En effet, il ne s'agit pas de confier à un organe de concertation le pouvoir de faire des décrets. Il s'agit qu'il y ait concertation — comme il doit en exister dans de nombreuses matières — entre les compétences des régions et celles du gouvernement. Nous le savons assez, en matière de soins de santé, il y a les lois organiques, les exceptions et les exécutions.

Cette concertation peut intervenir à de nombreux moments, préalablement à la préparation d'une loi nationale ou d'un décret, et préalablement à l'exécution de certaines mesures. On ne peut prétendre retirer à l'article 59bis, 4bis — comme vous l'avez rappelé —, quelque chose à la compétence des décrets des communautés. Il s'agit de mettre des gens autour d'une table pour échanger leurs points de vue.

M. S. Moureaux. — C'est vous qui le dites, mais cela ne figure pas dans le texte.

M. le chevalier de Stexhe. — J'ai noté, hier, avec infiniment de satisfaction, une déclaration du ministre Califice répondant à une observation de M. Poulet, à savoir: à quoi cette concertation peut-elle aboutir?

Le ministre nous a répondu que la loi organique sur les hôpitaux restant nationale, nous pouvions très bien prévoir un système de concertation avec des effets importants et constructifs. Dans le texte qui nous est soumis, il s'agit d'instituer un organe de concertation et d'inviter les gens à se mettre autour d'une table. Il s'agit aussi de souligner que cette mission est préalable et qu'elle doit être suivie d'effets. Je ne vois pas en quoi on enlève un pouvoir quelconque aux communautés flamande et wallonne.

Répondant à votre préoccupation constante lorsqu'il s'agit de matières régionales, quand vous dites que nous avons appliqué cela en votre absence pour les matières personnalisables, je ne crois pas que cela doive donner lieu à critique, uniquement sous prétexte que vous étiez absent et que, dans ces conditions, nous nous sommes peut-être inspirés aussi des préoccupations que nous avions ensemble sur ce point. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren Ministers, geachte collega's, na de uiteenzetting van de heer de Stexhe kan ik kort gaan. Ik zal het amendement van de heer Serge Moureaux verwerpen. Met betrekking tot paragraaf 3 wil ik het even hebben over de toestand die zal ontstaan na de eerstvolgende wetgevende verkiezingen, die snel zouden kunnen aantreden. De executieven maken dan geen deel meer uit van de nationale regering. Van uit deze optiek wil ik de juiste betekenis van paragraaf 3 beklemtonen.

Zoals de heer de Stexhe het reeds zegde, zal het desbetreffende overlegorgaan niet het gezondheidsbeleid voeren, maar alleen overleg plegen tussen degenen die krachtens de wetten en de Grondwet bevoegd zijn voor het voeren van het gezondheidsbeleid in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. In tegenstelling tot de thesise van de heer Serge Moureaux, die toch wel erg dun was, ontnemt paragraaf 3 niets van wat in uitvoering van de wetten en de Grondwet aan de gemeenschappen wordt toegekend met betrekking tot het gezondheidsbeleid in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In dit verband vestig ik de aandacht op het derde lid van paragraaf 3 van artikel 5 waarin wordt gezegd dat een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de samenstelling en de opdrachten van dit overlegorgaan zal bepalen. Ik onderstreep het woord «opdrachten». Ik begrijp het immers zo dat dit koninklijk besluit zal beschrijven wat in dit overlegorgaan kan geschieden met betrekking tot het gezondheidsbeleid in Brussel-Hoofdstad. Het spreekt vanzelf dat het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van deze wet, geen afbreuk kan doen aan de bevoegdheden van de gemeenschappen of van de nationale Staat.

M. le Président. — La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Messdames, Messieurs, notre porte-parole a dit tout à l'heure quelles étaient les objections politiques et juridiques que nous avions devant ce texte vraiment très curieux que constitue le paragraphe 3 de ce long article 5. Je n'y reviendrai donc pas; mais je désire attirer l'attention de l'assemblée, et particulièrement de tous les juristes, sur l'aspect légistique défectueux de ce qui nous est proposé: vraiment, nous avons rarement eu devant nous un texte aussi ambigu et aussi obscur.

Tout à l'heure, le ministre de la Justice nous disait que, de toute sa carrière, — c'était à propos je ne sais plus de quel alinéa précédent de cet article 5 — il n'avait jamais vu un texte aussi clair. J'ose dire que, de toute ma carrière, je n'ai jamais vu un texte aussi mal «ficelé»...

Votre carrière il est vrai, est un peu plus longue que la mienne, mais pas tellement!...

M. Wyninckx. — C'est pour cela que vous différez dans vos appréciations!

M. Lagasse. — ...Et je ne doute pas, Monsieur le Ministre, que dans votre for intérieur, vous partagiez la constatation que je viens de faire.

On crée un organe nouveau — je ne reviens pas sur l'aspect politique de l'affaire — mais on ne sait pas comment il sera composé ni exactement quelles seront ses compétences et ses responsabilités.

On lui a donné cette expression passe-partout d'organe de concertation. Tout à l'heure, M. de Stexhe a essayé de nous dire comment il comprenait ce terme, ce que cet organe pourrait faire et ne pourrait

pas faire. Seulement, on trouve à l'alinéa 3 du paragraphe 3 la disposition suivante, quant à cet organe de concertation: «Sa composition et ses missions seront fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.» En d'autres mots: on en parlera donc plus tard.

Cela signifie donc qu'à travers un arrêté royal on pourra confier à cet organe toutes sortes de choses qui vont bien au-delà de ce que M. de Stexhe envisageait tout à l'heure.

M. André. — En tout cas, pas le pouvoir normatif, vous êtes bien d'accord?

M. Lagasse. — Je n'en sais rien! Puisque l'on ne peut savoir ce que vous avez voulu dire dans ce texte! Il est ambigu à la dixième puissance. Nous n'avons jamais vu, pour une disposition aussi importante, une rédaction aussi floue.

Ce qui est vrai pour les responsabilités de cet organe un peu mystérieux, est également vrai pour sa composition. De qui est-il composé? L'alinéa 2 stipule que l'organe de concertation «regroupe les représentants des exécutifs de communauté...». Je note, en passant, ce verbe «regrouper» que je n'ai jamais trouvé dans un texte juridique pour définir la composition d'une institution quelconque. Il fait penser à des membres qui se seraient égaillés et qu'il faudrait rassembler.

Et quels représentants faut-il «regrouper»? On dit: des exécutifs de communauté. Chaque membre des exécutifs fera-t-il partie de cet organe?

M. André. — On dit: «les représentants».

M. Lagasse. — Oui, mais combien y en aura-t-il? Veut-on parler de chacun des membres? Il y a plusieurs membres dans un exécutif.

De heer De Bondt. — U moet het derde lid lezen.

M. Lagasse. — M. De Bondt a raison: Même la composition est renvoyée à plus tard. Nous ne la connaissons pas: elle sera réglée par un arrêté royal. On va donc «regrouper», rassembler un nombre jusqu'ici indéterminé de représentants des exécutifs..., mais la composition sera définie ultérieurement.

Enfin, on ajoute, et c'est le summum: «Cet arrêté royal veillera à la présence de représentants de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.» Je n'ai jamais rencontré une formule de ce genre dans un texte juridique! Que veut dire «veillera»? Et s'il ne veille pas, s'il s'est endormi, par exemple? (*Sourires.*) En réalité, une telle formule pourrait, à la rigueur, figurer dans un exposé des motifs, mais non dans un texte juridique.

Je vois que vous opinez, Monsieur le Ministre. Je voudrais donc vous demander d'utiliser la prochaine interruption de séance pour essayer de nous présenter une rédaction un peu meilleure que celle du texte qui nous est soumis. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jorissen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, ik wou graag weten of dit overlegorgaan paritair zal zijn samengesteld.

De Voorzitter. — Ik stel eens te meer vast dat men altijd opnieuw inhoudelijk begint te praten over zaken waarvoor men reeds eerder de gelegenheid tot bespreking had.

Het woord is aan Vice-Eerste minister Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik ga akkoord met de uiteenzetting van de heer de Stexhe nopens het tot stand komen van deze paragraaf, waarop trouwens in de commissie werd aangedrongen. Minister Moureaux heeft een duidelijke uiteenzetting gegeven over de noodzakelijkheid van dit overlegorgaan voor het gezondheidsbeleid in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. In de commissie en in openbare vergadering werd gezegd dat op het grondgebied van Brussel-Hoofdstad drie bevoegdheden zullen worden uitgeoefend. Aan de becommentingen in dit verband werd tegevoegt gekomen door de oprichting van dit overlegorgaan.

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, je ne comprends pas que l'on puisse voter cet amendement sur base des réponses qui viennent de nous être fournies. Des questions extrêmement fondamentales sont posées et aucune réponse n'y est donnée.

Je rappelle ici deux questions très précises qui vous ont été posées, Messieurs les Ministres. Lorsque, au § 2 du III, on parle des représentants des exécutifs de communauté et de l'autorité nationale compétente, de quoi s'agit-il exactement, alors que nous savons, par les déclarations du gouvernement, que ce sont les exécutifs de communauté qui exercent les compétences de l'autorité nationale? Que signifie la conjonction «et» et que se passe-t-il lorsque les exécutifs sortent du gouvernement national pour l'application de ce texte?

J'aimerais que l'on réponde à des questions qui vont avoir une extrême importance pour l'avenir. Or ce n'est pas le cas. Aucune réponse n'a été donnée à des questions aussi précises. C'est absolument incompréhensible et, de plus, incroyable.

Autre aspect. Comment pouvez-vous justifier et garantir que le présent texte du § 3, Monsieur le Ministre, ne constitue pas la fameuse loi adoptée à la majorité prévue à l'article 59bis, § 4bis, qui permet de déroger au décret des communautés des compétences sur la région bilingue et les établissements unicommunautaires qui s'y trouvent?

Comment pouvez-vous garantir que lorsqu'on dit: «Il est institué un organe de concertation de la politique de santé — c'est-à-dire toute la politique de santé — et qui laisse à un arrêté royal la possibilité de définir les missions les plus larges sans aucune limitation, et par conséquent de donner des avis conformes préalables au décret, etc.», ce paragraphe n'est pas la fameuse loi adoptée à majorité spéciale qui permet de déroger au § 4bis?

Nous n'avons toujours aucune réponse ni aucune garantie à ce sujet. Si vous ne nous en donnez pas, les choses ne sont pas compliquées, notre interprétation pourra être valablement retenue comme étant la seule bonne. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — Je ne répéterai plus ce que j'ai déjà dit.

Nous sommes saisis d'un amendement émanant de M. Serge Moureaux tendant à supprimer ce paragraphe.

Malheureusement, comme certains de ses collègues, il commence à poser des questions et à réclamer des réponses. Quant à moi, si je propose de supprimer un amendement à un texte c'est tout d'abord que je l'ai compris et, ensuite, que je le trouve mauvais. C'est la raison pour laquelle je demande son rejet pur et simple.

Personnellement, je ne comprends pas M. Moureaux.

Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire H de MM. Serge Moureaux et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het subsidiair amendement H van de heren Serge Moureaux en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

144 membres sont présents.

144 leden zijn aanwezig.

126 votent non.

126 stemmen neen.

11 votent oui.

11 stemmen ja.

7 s'abstiennent.

7 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cudell, Cugnon, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleeck, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Gerits, Gijs, Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Henrion, Hismans, Hostekint, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lecoq, Lutgen, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, M. Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spietels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborgh, Vanderpoorten, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Verleysen, Vernimmen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bonmariage, Delpérée, Désir, de Wasseige, Dussart, Humblet, Lagasse, Lepaffe, Moureaux, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Rouck, Jorissen, Noël de Burlin, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen et Van Ooteghem.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, ik meen dat wij gestemd hebben over het wegvallen van een amendement. Doorgaans stemt men dan over de tekst. Wij hebben nu dus gestemd over het eventueel wegvallen. Ik stem haast altijd tegengesteld van de meerderheid, maar ik zou toch wel willen weten hoe het nu in elkaar zit.

De Voorzitter. — Mijnheer Jorissen, als u een amendement indient om artikel 5 te schrappen, wordt er gestemd zoals u nu zegt. Zolang het over onderdeeltjes gaat doen wij dat niet.

We zullen deze bespreking vanmiddag voortzetten.

Ik wil alleen even meedelen dat de commissie voor Cultuur- en Wetenschapsbeleid vanmiddag zal proberen te vergaderen omstreeks drie uur wanneer de algemene bespreking over artikel 6 is aangevat.

La réunion n'ayant pu avoir lieu ce matin comme prévu, la commission se réunira pendant la discussion générale sur l'article 6.

Je propose au Sénat d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

Le Sénat se réunira cet après-midi à 14 h 15 m.

De Senaat vergadert opnieuw deze namiddag te 14 u. 15 m.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 40 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 40 m.*)

2350